A quand la vérité sur l'assassinat d'Ernest MANIRUMVA ?

Arrib News, 09/04/2011 - Source Human Rights Watch Burundi : La justice au point mort deux ans après l'assassinat de l'activiste Il faut reprendre les enquêtes sur l'assassinat d'Ernest Manirumva et les poursuites relatives à ce dossier, affirment des groupes de défense des droits humains Bujumbura - Le gouvernement du Burundi devrait terminer ses enquêtes sur l'assassinat de l'activiste anti-corruption burundais Ernest Manirumva, perpétré il y a deux ans, et rendre justice, ont affirmé aujourd'hui dix-sept organisations non gouvernementales burundaises et internationales dans une déclaration commune. Les organisations ont également demandé au gouvernement d'autoriser les activistes de la société civile à manifester pacifiquement afin que justice soit rendue pour l'assassinat de Manirumva. Manirumva, ancien vice-président de l'organisation de la société civile OLUCOME (Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques) et d'une instance officielle chargée de réguler les marchés publics, a été découvert poignardé devant son domicile à Bujumbura, la capitale du pays, le 9 avril 2009. Ses collègues et ses amis ont affirmé qu'au moment de son assassinat, Manirumva enquêtait sur plusieurs dossiers sensibles, notamment sur des allégations de corruption de grande ampleur parmi la police et sur des achats d'armes illégaux. « Le gouvernement a laissé penser que justice serait rendue, mais cela fait des mois que le processus est bloqué », a affirmé Daniel Bekele, directeur de la division Afrique à Human Rights Watch. « Le gouvernement devrait établir la vérité, quelles que soient les informations qui seront ainsi mises en lumière. » Le gouvernement du Burundi a chargé plusieurs commissions successives d'enquêter sur l'assassinat et a accepté la proposition du Bureau fédéral d'enquête (FBI) américain de l'aider à mener ses enquêtes. Cependant, les autorités judiciaires ont ignoré les recommandations du FBI, dont celle d'exiger de soumettre à un interrogatoire et à des tests d'ADN plusieurs officiers de police haut placés mis en cause par des témoins dans le cadre de l'enquête. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas donné suite à une invitation que lui a lancée le gouvernement canadien en février 2010 qui aurait permis d'envoyer une équipe burundaise au Canada afin d'interroger un suspect qui s'était enfui vers ce pays après l'assassinat. Plusieurs personnes citées par des témoins comme étant impliquées ou ayant eu connaissance du projet d'assassinat de Manirumva ont par la suite été tuées ou disparues. Ce jour, ces crimes n'ont donné lieu à aucune enquête approfondie. Les efforts pour obtenir justice en sont à nouveau arrivés au point mort après la première audience publique sur l'assassinat de Manirumva tenue en juillet 2010. Des retards ont été entraînés par des interrogations quant au tribunal ayant compétence pour ce dossier et par le fait que le tribunal n'ait pas signifié aux suspects qui n'avaient pas encore été arrêtés les chefs d'accusation portés contre eux. Aucune date n'a été fixée pour une nouvelle audience. Onze suspects sont en détention préventive depuis 2009, soulevant des préoccupations quant à leur droit à un procès rapide. Le gouvernement a refusé de délivrer une autorisation à un groupe d'organisations burundaises qui voulait orchestrer une marche silencieuse à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Manirumva. Lorsque les organisations ont tenté de manifester sans autorisation le matin du 8 avril 2011, deux des manifestants, Gabriel Rufyiri et Claver Irambona, d'OLUCOME, ont été arrêtés par le commissaire de police de la région ouest, David Nikiza, qui fait partie des suspects cités dans le rapport du FBI. Ils ont été libérés quelques heures plus tard. « Le refus de nous autoriser à organiser une marche pacifique et l'arrestation de nos activistes soulèvent des questions sur l'engagement du gouvernement envers la justice et la liberté d'expression », a déclaré Pacifique Nininahazwe, directeur général du FORSC (Forum pour le renforcement de la société civile) organisation burundaise qui a dirigé la campagne à « Justice pour Ernest Manirumva ». Les organisations ont demandé au gouvernement du Burundi de mener des enquêtes supplémentaires, notamment en interrogeant des personnes citées dans le rapport du FBI et dans une requête qu'a ensuite déposée la partie civile, et en les soumettant à des tests d'ADN. Les groupes ont précisé que le gouvernement devrait aussi enquêter sur d'autres crimes qui semblent être liés à l'assassinat de Manirumva ; assurer la protection des témoins et d'autres individus importants pour l'enquête ; et s'assurer que le système judiciaire rende justice avec rapidité et indépendance. Les organisations qui ont émis la déclaration sont : Organisations burundaises : Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT Burundi) Association pour la Défense des Droits de la Femme (ADDF) Association pour la Protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH) Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME) Collectif des Associations et ONGs Féminines du Burundi (CAFEB) Collectif pour la Promotion des Associations des Jeunes (CPAJ) Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU) Forum pour le renforcement de la société civile (FORSC) Ligue Burundaise des Droits de l'Homme ITEKA Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG) Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations économiques (OLUCOME) Union Burundaise des Journalistes (UBJ) Organisations internationales : Amnesty International (AI) East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project (EHAHRDP) Front Line Human Rights Watch (HRW) Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (programme conjoint de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme et l'Organisation mondiale contre la torture) Lire l'intégralité de la Déclaration